

*Les Guerres Balkaniques,
préfiguration des conflits postérieurs à
l'éclatement de la Yougoslavie ?*

**Mémoire de géopolitique
du chef d'escadron BOUÉ Loïc
dans le cadre de l'étude dirigée « Géopolitique des Balkans »**

Directeur : Ambassadeur Georges-Marie CHENU

Avril 2002

Sommaire

INTRODUCTION	3
I. RAPPELS HISTORIQUES	4
A. Contexte	4
B. Le déroulement du conflit	10
C. Les conséquences du conflit	14
II. PARALLELES AVEC LES CONFLITS POSTERIEURS A L'ECLATEMENT DE LA YUGOSLAVIE	19
A. Les points communs	19
B. Au delà des similitudes	27
CONCLUSION	31
CARTES	32
Balkans 1912	32
Aspirations des pays balkaniques	33
Balkans 1913	34
Zones contestées	35
Ethnies en Macédoine, point de vue bulgare	36
Ethnies en Macédoine, point de vue serbe	37
Situation à la fin du conflit	38
BIBLIOGRAPHIE	39
TABLE DES MATIERES	40

Introduction

Balkanisation : processus de morcellement d'un espace humain en petites entités étatiques, divisées, agressives et soumises à l'influence des puissants.

Dans son ouvrage « The fall of Yugoslavia », Misha Glenny cite un article paru dans la presse de Londres :

« Arriving at Doxato we found it like a town of the dead, everything burned and devastated, and such an odour of blood and decomposed bodies as I never hope to encounter again. Indeed, five minutes before we entered the town, while driving through the plain, the stench was insupportable. In this plain were heaps of corpses thinly covered with sand, where the survivors had tried, for sanitary reasons, to cover up their dead, but they were all too few to do so thoroughly, and for all practical purposes the bodies were unburied. Practically all of the Greek portion of the town was burned, and one saw everywhere in the streets charred remains of what had been human bodies. The Turkish quarter was, with a few exceptions, unburned. According to the accounts of the survivors, it was there that the greater part of the massacres took place. I saw many rooms where the floors were soaked with blood and human remains. The house and environs were the property of a Turk, who had offered sanctuary to the greek women and children, and after 120 were assembled there, he and several of his compatriots had butchered them all, under the direction of a Bulgarian officer ! »

Ce témoignage n'est pas celui d'un observateur de l'ONU en 1992, mais celui d'un officier britannique en 1913 au cours de la deuxième guerre balkanique.

Si l'on souhaite comprendre comment des communautés que tout opposait au début d'un conflit peuvent se retrouver associées pour perpétrer des massacres barbares sur des populations innocentes, les guerres balkaniques présentent des similitudes troublantes avec les guerres de Croatie, de Bosnie et du Kosovo. Il a été souvent reproché aux observateurs de ces conflits de ne pas avoir compris les leçons de l'histoire. Et pourtant, les précédents historiques étudiés pour expliquer les crises récentes des Balkans ne vont que rarement au delà des événements de la Deuxième Guerre Mondiale.

Il apparaît donc opportun de se pencher sur des crises plus anciennes. Crises dont les conséquences importantes ont été trop souvent occultées par celles des conflits de plus grande ampleur qui ont secoué l'Europe au siècle dernier.

I. Rappels historiques

A. Contexte

1. La déliquescence de l'Empire Ottoman

Le déclin de l'Empire Ottoman, « l'homme malade de l'Europe », est l'une des tendances marquantes de la politique internationale au cours du XIX^{ème} siècle. Son incapacité à se moderniser suscitera la convoitise et l'inquiétude des grandes puissances, avant de déboucher sur un démantèlement de ses possessions européennes par les nouveaux états balkaniques.

Ce déclin remonte au XVII^{ème} siècle avec les premières défaites militaires face à l'Autriche et à la Russie. Mais ses véritables causes sont structurelles. La Turquie est incapable de se réformer pour devenir un état moderne, économiquement compétitif avec les nations occidentales. Les tentatives de réforme de Selim III (1789 – 1807) aboutissent à son assassinat par les janissaires. L'Égypte et la Syrie échappent alors au contrôle de l'Empire. De 1821 à 1822, les révoltes grecques portent de nouveaux coups à la puissance ottomane. La Russie, la France et l'Angleterre se portent au secours des révoltés. En 1826, Mahmoud II fera massacrer les janissaires pour entamer une réforme de l'armée, mais bien trop tardive pour être efficace. La flotte turque est coulée et l'armée russe marche sur Constantinople. Seule l'intervention de la diplomatie britannique, soucieuse d'empêcher la Russie d'acquiescer le contrôle des Détroits, sauvera les Turcs du désastre. La signature du traité de paix d'Adrianople, le 14 septembre 1829, consacre l'indépendance de la Grèce et l'autonomie de la Serbie.

De 1830 à 1833, la Russie mène une politique active en vue d'établir un véritable protectorat sur la Turquie qui se conclut par la signature du traité d'Unkiar-Skelessi en juin 1833. A partir de 1839, le Sultan Abdulmacid I^{er} entame de nouvelles réformes progressistes (Tanzimat). En 1853, le Tsar tente de pousser son avantage en exigeant un accord garantissant les droits exclusifs des orthodoxes au sein de l'Empire Ottoman. Encouragés par les Britanniques, le Sultan s'oppose aux exigences russes. Le 1^{er} juillet 1853, les Russes occupent la Moldavie et la Valachie. Le 30 novembre 1853, la flotte turque est coulée. Mais en mars 1854, le Royaume-Uni et la France déclarent la guerre à la Russie. C'est le début de la guerre de Crimée qui se terminera en 1856 par la chute de Sébastopol. La Turquie passe alors sous l'influence britannique, essentiellement marquée par une dépendance économique et financière. En 1860, la révolte des Druzes fait basculer le Liban sous influence française.

En 1875, le nouveau Sultan Abdulhamid II cherche à rétablir l'équilibre de ses finances en augmentant les impôts sur les populations chrétiennes. L'insurrection qui s'en suit est réprimée dans le sang, provoquant l'entrée en guerre de la Serbie et du Monténégro en juin 1876. Une conférence internationale organisée à Constantinople ne parvient pas à aboutir, et c'est finalement la Russie qui intervient militairement pour sauver la Serbie du désastre. Bénéficiant de l'accord secret de l'Autriche, les armées russes l'emportent rapidement et un armistice est signé le 31 janvier 1878. L'Empire Ottoman est dépouillé de ses possessions dans les Balkans par le traité de

San Stefano en mars 1878, avec la création d'une « grande Bulgarie » sous influence russe. La révision du traité de San Stefano au congrès de Berlin en juillet 1878 rendra aux turques la Roumélie Orientale. Mais ce congrès entérine le déclin de la puissance ottomane : les émissaires du Sultan ne seront conviés que pour se voir signifier la décision des grandes puissances et s'y conformer.

En 1894, l'Empire Ottoman est de nouveau ébranlé par de violentes révoltes réprimées avec autoritarisme. Les dirigeants turcs apparaissent incapables de réformer les structures d'un état archaïque, qui reste paralysé par l'incurie et la corruption. La situation financière ottomane est gérée par un « Conseil de la Dette » où siègent toutes les grandes puissances européennes hormis la Russie. Au cours du XIXème siècle, l'Empire Ottoman aura progressivement perdu son caractère impérial et multi communautaire. Au début du XXème siècle, il n'est plus qu'un état essentiellement musulman, dans une situation économique désastreuse et doté d'institutions inadaptées au monde moderne. Le mouvement des Jeunes Turcs, entamé en 1895, débouche en 1908 sur un premier soulèvement. En 1909, Abdulhamid II est déposé et remplacé par Mehmet V. Le pouvoir réel sera dès lors entre les mains d'Enver Pasha et des Jeunes Turcs. Leur volonté de renouveau national exacerbera les crises futures.

2. L'influence des grandes puissances

Les aspirations des grandes puissances et le jeu de leurs alliances ont beaucoup évolué entre le congrès de Vienne et le déclenchement de la Première Guerre Mondiale. Mais une constante que l'on peut dégager est leur implication de plus en plus grande dans les affaires des Balkans. Nous pouvons aussi dégager d'autres constantes dans la politique de chacune des grandes puissances.

La Russie, puissance continentale, cherche à obtenir des ouvertures maritimes, en particulier les Détroits. Dirigé par un monarque qui estime incarner la défense de la Vrai Foi, elle veut sincèrement offrir sa protection aux peuples orthodoxes. Avec moins de sincérité, elle prétend enfin défendre le « Pan-Slavisme » qui constituera pour elle un puissant outil diplomatique qui finira par échapper à son contrôle.

Etat menacé de l'intérieur par le multi-communautarisme, l'Autriche est dans une position défensive. Elle ne peut que perdre son statut de grande puissance et cherche avant tout à préserver ses positions dans les Balkans. Ses ennemis directs sont la Russie et la Turquie, mais c'est la Serbie qui constitue la menace la plus immédiate et cette préoccupation se rapproche parfois de l'obsession. Le rapprochement avec l'Allemagne, le concurrent d'hier, apparaît alors comme inévitable.

Pour l'Allemagne, la position est encore plus simple et cohérente. Comme le résume Bismarck, soucieux de préserver la stabilité d'une Europe qu'il estime dominer, « les Balkans sont une zone où l'Allemagne peut aider ses alliés, nuire à ses ennemis, et ce sans risquer ses propres intérêts ». C'est ainsi que l'Allemagne prendra une importance croissante dans les Balkans, entraînée par la rivalité entre l'Autriche et la Russie, et se retrouvera finalement arbitre des conflits régionaux lors de la conférence de Berlin. Cette implication mal maîtrisée après le départ de Bismarck ira jusqu'à provoquer le déclenchement de la Première Guerre Mondiale.

La France pour sa part reste dans une logique d'affrontement avec l'Autriche, en particulier sur la question italienne. Dans la continuité de la politique des rois de France, elle ne cherche qu'une alliance de revers, que cela soit avec la Russie ou l'Empire Ottoman. Malgré quelques considérations romantiques qui rendront plus difficile le maintien d'un soutien à des « oppresseurs turcs », le renversement d'alliance au profit de la Russie coïncidera opportunément avec l'effondrement de la Turquie.

La position de la Grande-Bretagne est elle aussi essentiellement pragmatique. Son but est de garder la maîtrise de la Méditerranée et donc d'empêcher la Russie d'accéder aux Détroits. Pourtant, après avoir longtemps défendu l'intégrité de l'Empire Ottoman, elle finira par se résoudre au partage des Balkans. Bien sûr, les considérations régionales ne sont pas les seules à guider la politique extérieure britannique. Les questions coloniales, et peut-être plus crucial encore, l'équilibre des puissances en Europe continentale amèneront Londres à jouer le plus souvent le rôle de modérateur dans les conflits.

L'Italie est la dernière venue sur la scène internationale. Elle cherche bien sûr à se faire reconnaître en tant que grande puissance. La volonté d'obtenir le rattachement des terres irrédentes en fait l'ennemi naturel de l'Autriche. Son autre souci est de constituer un empire colonial, essentiellement aux dépens de la Turquie, ce qui peut l'amener à des positions assez ambiguës.

On peut donc constater que la logique du congrès de Vienne a complètement disparu. Conformément aux préoccupations autrichiennes, il s'agissait alors de maintenir un équilibre par l'action de grandes puissances coopérant entre elles et surtout d'étouffer les aspirations nationalistes. A la veille de la Première Guerre Mondiale, il n'est plus question de coopération. Les conflits d'intérêts et les alliances de circonstances sont la règle, exacerbant les aspirations nationalistes des petits états dès que cela peut paraître opportun.

3. Les aspirations des nouveaux états balkaniques

Les aspirations des états balkaniques sont essentiellement de conforter leur indépendance vis à vis de la Turquie, mais aussi d'étendre leur souveraineté aux peuples et territoires encore sous le « joug ottoman ». Ces aspirations sont suffisamment communes pour amener à la constitution d'une véritable ligue. La politique volontariste du mouvement Jeunes Turcs sera le catalyseur d'une action commune. Des négociations secrètes furent entamées dès 1911 entre la Bulgarie, la Serbie, la Grèce et le Montenegro. Le secret fut suffisamment préservé pour que les capitales européennes ne soient pas informées de l'existence d'une alliance avant le déclenchement des hostilités. La Russie fût seulement informée de l'accord entre la Bulgarie et la Serbie.

Le premier ministre grec Venizelos fut le premier à lancer le processus de constitution de la Ligue. Porté au pouvoir en octobre 1910, il souhaitait mener une politique d'apaisement envers la Turquie. Mais le blocus commercial de Salonique et la répression en Macédoine l'amenèrent à changer d'approche. Dès avril 1911, Venizelos prenait contact avec la Bulgarie, mais cette dernière avait trop de doutes sur les capacités de l'armée grecque pour se commettre dans une alliance formelle. Pourtant, sous la pression de l'opinion publique bulgare devant les exactions contre les chrétiens de Macédoine, le gouvernement bulgare dût se résoudre à envisager une guerre avec la Turquie et à se tourner vers un partenaire plus fiable en cas de conflit : la Serbie. Commencées à Vichy, poursuivies dans un train, les négociations secrètes s'achevèrent à Sofia en mars 1912, sous les auspices de l'attaché militaire russe. La Russie avait été introduite dans les négociations par les deux protagonistes, non seulement pour obtenir la garantie de son appui tacite, mais aussi pour arbitrer la répartition des territoires conquis. En effet, le Traité Serbo-Bulgare contenait une partie officielle - une alliance défensive – mais surtout une clause secrète évoquant non seulement une guerre contre la Turquie, mais l'attribution des conquêtes : Novi Pazar et la « Vieille Serbie » pour les serbes, tout le sud de la chaîne des Rhodope pour les bulgares, et l'autonomie pour la Macédoine. Toutefois, cette autonomie pouvait être remplacée par un partage, dont l'arbitrage serait effectué par la Russie.

La Grèce pour sa part reprenait contact avec la Bulgarie en février 1912. Sachant que le contentieux greco-bulgare sur Salonique ne pouvait que faire échouer la négociations, le traité signé en mai 1912 excluait toute clause territoriale. Il se contentait de prévoir une alliance défensive mais aussi de porter secours aux minorités grecques et bulgares opprimées.

Parallèlement, inquiet de la puissance turque, le Montenegro s'était d'abord tourné vers la Serbie en 1911. Mais celle-ci n'était pas encore prête à provoquer la Turquie par une alliance. La Bulgarie et la Grèce par contre acceptèrent volontiers, et un accord tripartite fût convenu à Vienne en avril 1912, sans qu'aucun document écrit ne soit signé cependant. Mais la trame liant les quatre états était maintenant établie.

La Bulgarie acheva les négociations en ramenant la Serbie dans le cadre de l'accord tripartite et une alliance fût finalement signée en mai 1912. La Ligue Balkanique était désormais constituée. Les états-majors bulgares, serbes et grecs n'avaient plus qu'à rajouter les conventions nécessaires pour créer une véritable alliance militaire capable d'attaquer la Turquie.

B.

Le déroulement du conflit

1. Déclenchement des hostilités

La Première Guerre Balkanique commence le 8 octobre 1912 avec la déclaration de guerre du Montenegro à l'Empire Ottoman. Elle ne durera que 6 semaines et occasionnera plus de 100 000 pertes militaires. Les forces de l'Empire Ottoman devront se battre sur 4 théâtres : contre les Bulgares en Thrace, contre les Bulgares, les Serbes et les Grecs en Macédoine, contre les Monténégrins et les Serbes au Nord de l'Albanie et au Kosovo, et contre les Grecs au Sud de l'Albanie. Après l'offensive initiale des Monténégrins venant mettre le siège devant Skutari, les autres pays de la ligue balkanique attendirent une semaine avant de déclencher des offensives massives et concertées sur l'ensemble des territoires convoités de l'Empire Ottoman. L'action la plus décisive étant celle des armées bulgares, dirigée vers les forteresses de Lozengrad (Kirklareli) et Adrianople (Edirne) qui constituaient les verrous de l'accès à Istanbul.

L'ambiance générale en Bulgarie et en Serbie était à la ferveur patriotique et l'ensemble des énergies était mobilisé contre l'ennemi turc , « pour la libération des frères chrétiens et des terres ancestrales ». Ainsi, la petite Bulgarie parvint à mobiliser une armée de plus de 500 000 hommes, soit un quart de la population masculine.

A l'inverse, les populations sous domination ottomane réagirent avec apathie, voire par des manifestations d'hostilité envers les troupes se dirigeant vers le front.

2. Opérations en Macédoine

Neuf jours seulement après le début du conflit, les Serbes mettaient en déroute la principale force turque à Kumanovo, entraînant la conquête rapide de Skopje. L'approche des armées serbes déclencha une véritable panique dans les populations et les troupes turques, qui évacuèrent la ville dans le plus grand désordre. Cette panique n'était pas infondée, car l'avance des armées serbes était jalonnée par l'incendie de village albanais et les premières exactions contre les populations – exactions avérées ou amplifiées par les rumeurs. Dès la prise de Skopje, la Main Noire y installa son quartier général pour assurer un véritable gouvernement clandestin des territoires de « l'Ancienne Serbie libérée ». Au bout de quelques semaines, Belgrade dépêcha des administrateurs civils pour rétablir un semblant d'ordre, mais les menaces et la terreur générée par les agents de la Main Noire lui permirent de maintenir son influence quasiment sans entrave. L'archevêque de Skopje fait état dans un rapport de plus de 20 000 musulmans massacrés. Malgré ces aspects peu reluisants, les militaires serbes avaient réussi à mener avec succès une opération militaire difficile et à obtenir une victoire complète. Ce succès était d'autant plus remarquable que les serbes n'avaient alors aucune tradition militaire, contrairement aux albanais qui avaient toujours fourni des troupes à l'Empire Ottoman. Les observateurs militaires des grandes puissances ne manquèrent pas de le noter et à partir de ce moment, les compétences militaires des Serbes furent tenues en haute estime par l'ensemble des armées européennes. Leur

performance aussi exceptionnelle qu'inattendue contribua sans conteste à entériner l'idée d'une guerre héroïque menée par de courageux patriotes. Elle contribua aussi à établir l'aura « romantique » dont les serbes se trouvèrent auréolés à partir de cette époque, et qui fut encore renforcée pendant la Première Guerre Mondiale. Cet a priori positif des militaires européens vis à vis du professionnalisme des militaires serbes se retrouvera d'ailleurs bien plus tard au cours des guerres de Croatie et de Bosnie.

Du côté grec, les opérations furent plus laborieuses bien que le front sud soit le moins bien défendu. Faisant mouvement vers Epire et Salonique, les armées grecques ne parvinrent pas à s'emparer de Ioannina, défendue avec acharnement par sa garnison. Plus au Nord, la ville de Bitola avait fait l'objet d'un accord informel avec les serbes et aurait dû être prise par l'armée grecque. En fait, à la grande irritation du commandement serbe, c'est l'armée serbe qui dû en assurer la conquête. La bataille de Bitola fût l'affrontement majeur du conflit sur ce théâtre : 110 000 serbes contre 90 000 turques. Après des pertes de 12 000 serbes et 17 000 turcs, la prise de la ville entraîna la capitulation de toutes les forces turques le 18 novembre. Environ 45 000 combattants rejoignirent les camps de prisonniers, et 30 000 s'enfuirent à travers les montagnes vers l'Albanie. La présence turque dans cette région prenait fin définitivement.

Les gains obtenus par les Grecs ne furent pas trop affectés par leur piètre performance militaire. Avant même la bataille de Bitola, le Prince Constantin faisait son entrée triomphale dans Salonique. Transformée en cloaque par l'arrivée de plus de 20 000 réfugiés musulmans, la ville constituait l'enjeu majeur des opérations dans la région. Or elle n'avait fait l'objet d'aucun accord préalable. L'arrivée du Prince Constantin, quelques heures avant les premières forces bulgares, suffit à en assurer la possession aux Grecs. La population en liesse pavoisa les rues de bleu et de blanc. Le Patriarche d'Athènes vint à la rencontre du Métropolite de Salonique, avant de célébrer en commun une messe solennelle en l'église de Saint Minas. Les troupes bulgares arrivées peu après, épuisées et dépitées, ne purent que constater les conséquences de leur arrivée tardive et s'installer discrètement dans une ville déjà acquise à la Grèce. Toutefois, leur présence ne fût pas sans conséquence. Alors que les Grecs avaient généreusement laissé les mosquées abriter les réfugiés musulmans au lieu de les restituer immédiatement au Patriarcat, des troupes bulgares s'emparèrent de la Mosquée de Sainte Sophie, en chassèrent les réfugiés, puis érigèrent une croix et le drapeau bulgare. Pour ne pas être en reste, les troupes grecques firent de même pour la Mosquée de Saint Dimitri, entraînant rapidement une surenchère dans les démonstrations « nationalistes » à l'encontre des musulmans. Pour compliquer encore la situation, la communauté juive, alors majoritaire, espérait qu'un traité de paix restituerait la ville aux Bulgares, assurant ainsi le maintien des liens commerciaux que la cité avait établis avec le reste des Balkans. Déjà, l'unité des pays de la ligue démontrait sa fragilité.

3. Opérations en Thrace

Sur ce théâtre, les armées bulgares allaient se trouver confrontées aux principales forces turques. Au déclenchement du conflit, les grandes puissances européennes étaient convaincues que l'Empire Ottoman ne pouvait pas être vaincu. C'était oublier qu'une grande partie des forces turques étaient déployées en Anatolie, face à la Russie. Pourtant le conseiller militaire allemand du Grand Turc, le général Von der Goltz, partageait largement l'optimisme des observateurs militaires occidentaux. Bien que soucieux du déroulement désordonné des préparatifs militaires turcs, il était persuadé que les forteresses de Lozengrad, Adrianople, Babaeski et Lüle Burgas formaient un quadrilatère défensif virtuellement imprenable. Pour reprendre ses propres paroles à l'annonce de l'attaque de Lozengrad par une armée bulgare : « cette forteresse est inexpugnable. Pour la prendre il faudrait réunir deux conditions : d'abord un siège de trois mois et ensuite que l'armée assiégeante soit une armée prussienne ».

La forteresse tomba trois jours après le début de l'offensive, à la suite d'une confusion dans les ordres qui n'est pas sans rappeler ce que sera la prise du fort de Verdun quelques années plus tard.

Après ce premier désastre, les armées turques entamèrent une retraite chaotique, subissant de lourdes pertes aux batailles de Babaeski et de Lüle Burgas, avant de se retrancher dans Adrianople, dernier élément du verrou défensif des frontières ottomanes. La forteresse d'Adrianople était la seule à avoir bénéficié d'un coûteux plan de reconstruction et se révéla conforme à ce que le général Von der Goltz avait espéré de Lozengrad. Totalement encerclée et coupée de tout ravitaillement, elle ne fût jamais prise par les bulgares.

Ces développements inattendus eurent des conséquences dramatiques pour la population de la région. Les armées turques en pleine débâcle se livrèrent à des représailles incontrôlées sur les populations chrétiennes, déclenchant immédiatement après leur départ des exactions en retour sur les populations musulmanes. Par ailleurs, avec déjà plus de 45 000 pertes chez les Turcs et 25 000 chez les Bulgares, un nouveau palier venait d'être franchi dans la violence d'un conflit militaire, excédant largement les chiffres pourtant considérables de la Guerre de Sécession. Une guerre préfigurant ce que serait l'horreur du premier conflit mondial se déroulait aux confins de l'Europe sans qu'aucun observateur militaire ne semble s'être rendu compte de ce que cela augurait pour l'avenir.

Les Turcs parvinrent à se rétablir sur une ligne défensive à seulement 32 kilomètres d'Istanbul : la forteresse de Catalca. Les bruits du bombardement d'artillerie précédant l'offensive bulgare déclenchèrent une panique indescriptible à Istanbul, aussi bien chez les musulmans que chez les chrétiens. Les chancelleries des grandes puissances, assiégées par les chrétiens cherchant protection, réagirent avec promptitude. Il fut convenu que chaque grande puissance dépêcherait immédiatement deux croiseurs de guerre vers le détroit du Bosphore. Dans le même temps, le Sultan Resid dont le pouvoir dépendait essentiellement du bon vouloir des grandes puissances fût contraint à prendre la fuite. Pourtant, l'armée turque tint bon. Solidement retranchée, elle réussit à contenir les assauts des Bulgares, tandis que la flotte turque repoussait les tentatives grecques de pénétrer en Mer de Marmara. Les deux armées s'apprêtaient donc à augmenter encore l'ampleur des affrontements, les renforts affluant des deux côtés en direction de Catalca. D'un côté la Bulgarie mobilisait l'ensemble de ses forces revenant de Macédoine. De l'autre la Turquie faisait appel au réservoir humain que constituait la population rurale de l'Anatolie. Mais alors que tous craignaient un affrontement sans précédent, un armistice fût finalement signé.

La Première Guerre Balkanique prenait officiellement fin. La Bulgarie avait obtenu des gains territoriaux inespérés et son armée avait atteint la limite de ses capacités. Quant à la Turquie, elle ne semblait pas avoir la volonté de prolonger la lutte dans l'espoir lointain de reprendre les territoires perdus. La suite des événements allait montrer que les observateurs s'étaient une fois de plus lourdement trompés.

C.

Les conséquences du conflit

1. La conférence de Londres

Les défaites des armées ottomanes en Thrace et en Macédoine ne marquèrent pas la fin de toutes les hostilités. Les cités d'Adrianople, Ioannina et Skutari étaient toujours assiégées par les forces de la Ligue. Le sort d'Adrianople fût rapidement scellé par l'arrivée de renforts serbes venus soutenir les assiégeant bulgares. Par contre, Ioannina et Skutari qui constituaient les verrous Sud et Nord de l'Albanie posaient un tout autre problème. Leurs garnisons constituées à la fois de Turcs et d'Albanais ne se sentaient pas concernées par l'armistice, d'autant plus que la Grèce avait refusé de le signer. La garnison de Ioannina ne se rendit que le 6 mars 1913, presque 6 mois après la fin officielle du conflit. Quand à celle de Skutari, son commandant refusa obstinément de se rendre, privant ainsi le Montenegro de son principal objectif dans ce conflit. Le roi Nikola du Montenegro tenta d'obtenir le soutien des grandes puissances en arguant de la présence du tombeau de ses ancêtres dans la cité assiégée. Mais de fait, les Monténégrins et les Serbes avaient déjà entamé un véritable dépeçage de l'Albanie, les Serbes s'adjudicant le Kosovo qui constituait pour eux un enjeu de fierté nationale. Malheureusement pour leurs projets d'expansion, les grandes puissances furent peu sensibles aux arguments plus ou moins historiques avancés pour les convaincre d'entériner l'annexion des territoires albanais. L'Italie et l'Autriche-Hongrie avaient déjà manifesté leurs intentions d'étendre leurs sphères d'influence respectives en Albanie. Le 12 novembre 1912, les deux capitales firent savoir qu'elles souhaitaient un retrait de toutes les forces étrangères en Albanie et la levée du siège de Skutari. Vienne et Rome soutenaient leur position en arguant du fait que la région était exclusivement peuplée d'Albanais et que les prétentions historiques des Monténégrins et des Serbes étaient donc irrecevables. Belgrade et Cetinje contestèrent en pointant du doigt la présence autrichienne en Bosnie et italienne en Tripolitaine. Toutefois, les deux petits états étaient bien conscients que la validité de leur argumentaire était secondaire par rapport aux simples rapports de force. Déjà les Monténégrins avaient essayé d'enrôler les chrétiens albanais à leurs cotés, mais sans beaucoup de succès. Par contre, le soutien implicite de la Russie s'avéra beaucoup plus efficace. Les menaces voilées de déclenchement d'une guerre européenne si les intérêts « pan-slaves » étaient menacés eurent peu d'effet sur l'Italie et l'Autriche-Hongrie, mais inquiétèrent considérablement la France, l'Allemagne et surtout l'Angleterre.

Par delà les machinations politico-diplomatiques des différents protagonistes, un autre facteur déterminant était à l'œuvre : l'épuisement du sursaut nationaliste des états de la Ligue. Les pertes occasionnées par les assauts infructueux contre Skutari avaient considérablement érodé la popularité du roi Nikola, et l'effort de guerre de la Serbie et de la Bulgarie commençait lui aussi à s'essouffler sérieusement. Leur principal espoir résidait maintenant dans le soutien de la Russie, qui fit preuve à cette occasion d'une légèreté qui confine à l'irresponsabilité. En effet, tout en avertissant Belgrade qu'elle n'était pas prête à s'engager pour la Serbie, la Russie commença à mobiliser son armée, déclenchant immédiatement une mobilisation symétrique de l'armée autrichienne. La France était sur le point de faire de même, ce qui aurait pu conduire Skutari à remplacer Sarajevo comme facteur déclenchant du premier conflit

mondial. Seule l'intervention de la diplomatie britannique permit d'éviter le déclenchement d'une conflagration générale.

Le 20 décembre 1912, la conférence de Londres garantissait l'autonomie de l'Albanie, l'accès à l'Adriatique de la Serbie et délégua à une commission le tracé des frontières du nouvel état albanais.

Alors que la commission délibérait encore, le commandant de la garnison de Skutari finit par se rendre le 23 avril 1913, vraisemblablement en échange d'une importante somme d'argent. Il put rejoindre les débris de l'armée ottomane avec ses 20 000 combattants survivants. Par contre, la ville déjà ravagée fut mise à sac par l'armée monténégrine. L'Autriche-Hongrie exigea immédiatement la restitution de la ville, ce à quoi la Russie s'opposa vigoureusement. Là encore, c'est l'intervention britannique - consentant un prêt de 6 millions de livres au Roi Nikola - qui permit d'éviter le conflit. Début mai, les combattants monténégrins stupéfaits recevaient l'ordre d'évacuer Skutari qui resta donc albanaise. La popularité des dirigeants monténégrins était alors au plus bas.

La conférence de Londres aurait du conclure la guerre balkanique, mais les tensions accumulées dans les différents pays de la région n'étaient pas encore apaisées. D'abord en Turquie, où la question d'Adrianople était devenue un enjeu de fierté nationale. Le nouveau grand vizir Kamil Pacha, réputé anglophile, s'était tourné vers Londres pour demander une médiation. Un armistice turco-bulgare fût conclu et des pourparlers entamés à Londres en décembre 1912. Mais les négociateurs turcs refusèrent absolument de céder aux injonctions des grandes puissances de rendre Adrianople. La conférence fût suspendue et les armées serbes et bulgares se préparèrent à renouveler leur assaut. Sous la pression des grandes puissances, la Turquie finit par accepter le 22 janvier, à la condition que la protection des mosquées soit assurée. Le jour suivant cette décision, les premières manifestations de protestation éclataient à Istanbul aux cris de « plutôt la mort qu'une paix honteuse ». Un sanglant coup d'état mené par Enver Bey renversait le Sultan et donnait le pouvoir au commandant en chef des armées, Chevket Pacha. L'accord de paix fût réduit en pièces. Le 3 Février, les hostilités reprenaient à Adrianople, sur la ligne de Catalca et dans la péninsule de Galipoli, sur terre et sur mer.

Adrianople succomba aux assauts de la Ligue après 5 mois de combats sanglants, le 26 mars 1913. Par contre, la ligne de Catalca réussit à tenir tête à toutes les offensives bulgares et serbes. Les belligérants épuisés finirent par se résoudre à accepter les termes de la conférence de Londres le 30 mai 1913. Cette capitulation coûta la vie à Chevket Pacha, assassiné en pleine rue le 11 juin 1913, alors qu'un nouveau coup d'état se préparait en Turquie.

2. La deuxième guerre Balkanique

A l'issue du conflit, la Bulgarie était en passe de devenir une puissance régionale majeure, le pays balkanique le plus grand par la taille, avec des ouvertures sur la Mer Noire, la Mer Egée et la Mer de Marmara. Mais cette expansion territoriale exceptionnelle avait été payée par le sacrifice des forces vives de la nation. La Serbie de son côté occupait la majorité de la Macédoine dont le partage n'avait fait l'objet d'aucun accord. C'était à la Russie d'arbitrer le partage entre les différents pays de la Ligue, et la Serbie mît en avant qu'elle avait perdu ses gains en Albanie pour réclamer la Macédoine en compensation. Les Grecs pour leur part avaient la ferme intention de voir les Bulgares quitter totalement la région de Salonique et leur céder le port de Kavala. Dans le même temps, la Roumanie faisait savoir qu'elle souhaitait récupérer une partie du Nord de la Bulgarie – la Dobrudja – afin de garantir l'équilibre des pouvoirs dans les Balkans. La Turquie ne se priva pas d'encourager les dissensions entre les membres de la Ligue, tout en massant des forces pour reprendre Adrianople.

Après le déchaînement de violence de la première guerre balkanique, les belligérants étaient prêts à tout pour voir aboutir leur revendications territoriales. Les motivations expansionnistes des gouvernements apparaissaient de plus en plus évidentes. Ainsi, en parallèle des manœuvres diplomatiques, chacun cherchait à s'emparer du moindre territoire disponible, sans plus se soucier de justifications démographiques ou historiques. La Serbie et la Grèce entamèrent des processus de « Serbisation » et d' « Hellenisation » des parties de la Macédoine sous leur contrôle. Du côté bulgare, les persécutions contre les communautés Juives et Turques se multiplièrent. Les prétentions à de nobles aspirations nationales de la première guerre balkanique étaient oubliées : il ne s'agissait plus pour chaque pays que de s'agrandir aux dépens de ses voisins.

Dans cette logique, la Bulgarie épuisée par les sacrifices consentis et possédant les plus vastes territoires constituait la victime toute désignée. Elle aggrava encore sa situation en cherchant à échapper à l'inévitable rééquilibrage des gains par une attaque surprise contre les Serbes le 28 juin 1913, alors même que tous les protagonistes avaient accepté une conférence d'arbitrage organisée par le Tsar.

La deuxième guerre balkanique ne dura qu'un mois. S'étant privée de tout allié potentiel, la Bulgarie n'avait aucune chance de résister. A l'issue du Traité de Bucarest le 15 août 1913, la Bulgarie humiliée dût céder tout ce que le sacrifice de ses soldats lui avait acquis. Adrianople retourna à la Turquie sous le nom d'Edirne, la Roumanie occupa la Dobrudja, et le nord de la Macédoine devenait le sud de la Serbie.

La deuxième guerre balkanique ne constitue pas seulement un court mais tragique épilogue à la Première Guerre Balkanique. Elle lui apporte un éclairage particulièrement inquiétant. Malgré les déclarations initiales de fraternité « pan-slave » et d'aide aux « frères chrétiens opprimés », il apparaît clairement que les états balkaniques ne poursuivaient pas d'autres buts que d'acquérir des territoires à leur profit et donc aux dépens des « autres » - quelques qu'ils soient. Il existerait toujours de bonnes raisons pour donner aux territoires convoités le statut de possessions historiques et légitimes, et à leurs occupants actuels la figure de l'ennemi héréditaire, un jour turc, le lendemain grec ou bulgare. Les dirigeants et les intellectuels des états balkaniques démontraient déjà leur capacité à fournir à leurs peuples des raisons de s'entretuer sans retenue.

Au cours du XX ème siècle, ils ne cesseront de relire l'histoire, ancienne ou récente, pour y déceler de nouvelles raisons pour justifier leurs politiques d'annexion et les exactions toujours « nécessaires » qu'impliquent de telles politiques.

3. La Première Guerre Mondiale

A l'issue du traité de Bucarest, les gains et les pertes territoriales font apparaître trois vainqueurs et deux perdants. Du côté des vainqueurs, la Grèce augmente sa population de 1,6 millions d'habitants et la Serbie de 1,2 millions, tandis que la Roumanie qui n'a participé à aucune opération militaire récupère la Dobroudja à la table des négociations. La Turquie est le principal perdant, dépouillée de la quasi-totalité de ses possessions dans les Balkans malgré la sauvegarde inespérée d'Adrianople. Mais les leçons militaires apprises ne seront pas perdues, comme les Alliés en feront l'expérience douloureuse lors de la désastreuse opération de Gallipoli. Mais c'est la Bulgarie qui endure la déception la plus amère. Ayant payé le plus lourd tribut en pertes humaines, elle se voit dénier l'acquisition de territoires qu'elle estimait lui revenir de droit. Elle ne peut donc que se sentir spoliée et humiliée. La perspective d'une paix durable dans les Balkans devenait dès lors illusoire. Quand viendra la Première Guerre Mondiale, la Turquie et la Bulgarie n'auront aucun état d'âme à prendre le parti de ceux qui pourront leur offrir la revanche à laquelle ils aspirent, ainsi que les territoires qu'ils convoitent. Ce seront évidemment les Puissances Centrales, dans une logique guère moins intéressée que celle qui poussera l'Italie dans le camp des Alliés. Dès novembre 1913, un général allemand, Liman von Sanders, devient le commandant de la garnison de Constantinople.

Toutefois, il serait exagéré de voir dans la situation de tension établie dans les Balkans à l'issue des deux Guerres Balkaniques la cause essentielle de la Première Guerre Mondiale. La volonté de l'Autriche-Hongrie de ramener la Serbie à moins d'ambitions, voire au statut d'état satellite, est bien antérieure. Certes, le choix de la Russie de faire de cette même Serbie le pivot de ses manœuvres contre la puissance autrichienne, plutôt que la trop puissante Bulgarie avec ses ouvertures maritimes sur les Détroits, se concrétise à cette occasion. Mais ce que les deux conflits ont bien fait apparaître, c'est la propension de la Russie mais aussi de l'Allemagne à agiter leurs sabres avec beaucoup de légèreté à la première occasion. Si cette attitude peut se comprendre de la part du Kaiser – son armée a démontré au siècle dernier sa capacité à obtenir des victoires rapides et décisives contre l'Autriche et la France – elle paraît beaucoup moins justifiée, voire irresponsable, de la part du Tsar dont les armées ne se sont guère illustrées en Crimée ou contre le Japon. Les deux monarques ne semblent pas avoir pris conscience que les guerres futures ont déjà changé de nature et seront désormais totales. Faisant appel à toutes les forces vives des nations impliquées, elles ne se termineront qu'avec une défaite complète et le renversement de ceux qui les auront bien à la légère déclenchées.

II. Parallèles avec les conflits postérieurs à l'éclatement de la Yougoslavie

Le plus frappant quand on observe le déroulement des deux guerres balkaniques, ce sont les liens que l'on peut faire avec les guerres de Croatie, de Bosnie et du Kosovo. Non seulement ces deux guerres ont semé des germes durables de division fratricide entre les différents peuples des Balkans, mais leur conduite même préfigure ce que seront les conflits postérieurs. Dans le cadre d'un mémoire de géopolitique, il apparaît donc utile à la compréhension de la situation actuelle des Balkans de se pencher sur ces parallèles. Il s'agit dans un premier temps d'explicitier et d'étudier les points communs, puis dans un deuxième temps d'en marquer les limites.

A. Les points communs

1. La méprise réciproque sur les motivations des protagonistes

Si l'on considère que les acteurs des conflits balkaniques se rangent dans deux groupes - les grandes puissances et les petits états balkaniques – il apparaît alors que ces deux groupes sont tellement différents dans leurs modes de fonctionnement et finalement de pensée que l'incompréhension réciproque semble inévitable.

D'un côté les grandes puissances s'aveuglent sur la volonté réelle des petits états. Cet aveuglement émane pour partie des grandes puissances qui ne voient la situation qu'à travers le prisme de leurs propres intérêts. A aucun moment, elles ne conçoivent pas que les états balkaniques puissent mener une politique qui ne s'inscrive pas dans la logique des grands courants de la diplomatie internationale. Mais cet aveuglement est aussi entretenu par une confusion, souvent provoquée, entre les aspirations des peuples et les motivations nationalistes des dirigeants. Dans le cas des guerres balkaniques, les grandes puissances n'ont appréhendé ces conflits que dans le cadre du jeu de leurs alliances, ne voulant pas voir la volonté d'expansion des états balkaniques. Le souci de préserver l'Empire Ottoman de l'écroulement, ou celui d'empêcher la création d'une « Grande Bulgarie » pro-russe ont rayé d'un trait de plume les bénéfices acquis au prix de lourds sacrifices, entraînant les gouvernements qui avaient réclamé ces sacrifices à une inévitable surenchère. On peut retrouver dans une certaine mesure cet aveuglement dans les crises de Croatie et de Bosnie. La position de l'Allemagne est fortement marquée par ses intérêts économiques et de voisinage, tandis que celle de la France s'inspire de précédents historiques ou de la plus ou moins grande francophilie des communautés concernées. Il ne semble pas que les projets politiques des dirigeants croates, serbes ou bosniaques soient pris en considération, voire même connus, avant de prendre une position en faveur de tel ou tel.

Mais cet aveuglement est loin d'être à sens unique. Les états balkaniques eux aussi se sont lourdement trompés sur les motivations réelles des grandes puissances, et se sont retrouvés finalement victimes de leurs erreurs d'appréciation. La confusion entre les discours affichés et les intérêts stratégiques apparaît nettement lors des guerres balkaniques. Alors que toutes les grandes puissances dénoncent l'oppression ottomane, la victoire trop rapide et presque totale de la Ligue Balkanique déclenche immédiatement des réactions visant à préserver la Turquie de l'écroulement. Plus largement, il semble évident qu'aucune des grandes puissances ne se sent tenue par une quelconque loyauté envers les états balkaniques. Certes le « Pan-Slavisme », la défense des terres orthodoxes ou le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sont avancés comme autant d'arguments pour assurer les états balkaniques d'un soutien indéfectible, mais il s'agit là essentiellement d'outils de manipulation et non de convictions assez fortes pour entraîner les grandes puissances dans une confrontation armée. C'est bien la mécanique des alliances d'intérêts entre les grandes puissances qui déclenchera la Première Guerre Mondiale, pas le souci de défendre tel ou tel client balkanique. La situation dans l'Europe des années 90 est trop différente pour tirer un parallèle immédiat, mais on peut constater que la propension des états balkaniques à espérer un soutien indéfectible des grandes nations européennes est toujours présent. Cette illusion ne favorisera pas les solutions de compromis, chacun des protagonistes se croyant plus fort qu'il ne l'est en réalité. Un exemple significatif est celui de Milosevic misant sur le soutien de la Russie lors de la guerre du Kosovo.

Enfin, la troisième forme d'aveuglement est celle des états balkaniques sur leur propre cohésion, comme si chacun en venait à croire à sa propre propagande. L'unité de façade des membres de la Ligue Balkanique, pourtant cimentée par la haine de l'Empire Ottoman et la solidarité entre chrétiens, a explosé dès le premier conflit d'intérêts sur la possession de tel ou tel territoire. L'allié d'hier devenant l'ennemi « héréditaire » d'aujourd'hui. Le XX^{ème} siècle verra ainsi naître des haines de circonstances - Grecs contre Bulgares, Bulgares contre Serbes et Roumains, Croates contre Serbes, Serbes contre Albanais, Chrétiens contre Musulmans, Catholiques contre Orthodoxes - qui se transformeront petit à petit en haines immémorales. Cette tendance à transformer l'opposant du moment en ennemi à éradiquer se retrouvera à toutes les étapes de l'éclatement de la Yougoslavie, en particulier pendant la guerre de Bosnie où les Croates d'abord alliés des Bosniaques contre les Serbes se retourneront ensuite contre eux. Ce retournement d'alliance qui nous paraît aujourd'hui choquant n'est pourtant pas différent de celui des Bulgares de 1913, massacrant les grecs de Doxato avec l'aide des turcs.

2. Les populations comme enjeu

De prime abord, on pourrait voir dans les souffrances infligées aux populations non-combattantes une spécificité des guerres balkaniques. Mais il s'agirait là d'une impression trompeuse. Il est vrai que lors des deux derniers conflits mondiaux, les populations civiles des pays occidentaux ont été relativement préservées des exactions de troupes au sol. Mais il ne s'agit là que de la résultante de circonstances très particulières. Plus généralement, les autorités politiques n'ont jamais hésité à fixer à leurs armées d'autres objectifs que la destruction des armées adverses. Citons le ravage du Palatinat par les armées de Louis XIV mais aussi celui de la Georgie par les armées nordistes lors de la Guerre de Sécession, armées pourtant soumises à l'autorité d'un pouvoir démocratique. Ce qui fait la spécificité des guerres balkaniques, c'est que les populations constituent un enjeu à part entière du conflit. Parfois il s'agit de les rattacher à un état, parfois il s'agit de les chasser d'une région convoitée et ce pour des raisons qui n'ont souvent rien d'historiques ou de religieux. Cette spécificité se retrouve dans le nom de « purification ethnique » donné à de telles pratiques.

Cet acharnement à rattacher et à déplacer les populations découle en effet d'une conception de la nation basée sur l'ethnie. Cette conception est revendiquée lors des guerres balkaniques : la Grèce doit regrouper tous les Grecs, la Serbie tous les Serbes et la Bulgarie tous les Bulgares. Cette conception se heurte directement à la nature pluri-ethnique de l'Empire Ottoman. On assiste alors à la convergence de plusieurs facteurs qui s'enchaînent et se renforcent. Tout d'abord la faillite de l'Empire Ottoman. Celui-ci n'est plus capable de faire fonctionner l'amalgame des communautés et donc de proposer un modèle d'état pluri-ethnique viable. Ensuite, l'émergence du mouvement Jeunes Turcs, c'est à dire un mouvement au sein même de la Turquie qui met en avant une vision très nationaliste. Le mouvement Jeunes Turques entraînera un durcissement de la politique intérieure envers les communautés non-turques et précipitera l'implosion de l'Empire Ottoman. De plus, ce durcissement en fait l'ennemi désigné des états balkaniques pour lesquels la libération de leurs frères opprimés devient alors une priorité. On passe ainsi progressivement de l'exigence de garanties pour la sauvegarde des minorités à l'idée de les rattacher à un état où elles ne seraient alors plus minoritaires. Remarquons qu'au nord des états balkaniques, l'Autriche constitue un modèle tout aussi défaillant et honni d'état pluri-ethnique. Il se montre aussi généralement plus débonnaire, voire impotent, mais la principale différence est que lui n'est pas encore sur le point de s'effondrer. Le parallèle avec la faillite de la Fédération Yougoslave après la mort de Tito peut alors se faire étape par étape : faillite du modèle, émergence du nationalisme serbe au sein de la fédération, perte de confiance des républiques non-serbes, exigence de garanties puis du rattachement des minorités dans des états ethniquement homogènes. La création de partis politiques se réclamant d'une ethnie plutôt que d'une idéologie, en Croatie comme en Bosnie, illustre la persistance de cette conception de ce que doit être un état.

Cette volonté d'homogénéité ethnique n'est pas propre aux états balkaniques, elle s'inscrit dans le courant du réveil des nationalités en Europe : unification de l'Allemagne puis de l'Italie, affirmation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Toute l'ambiguïté se trouve dans la distinction entre un « peuple » et une « ethnie ». Sur ce point, il est difficile de se prononcer sur l'existence d'un peuple slave qui aurait pu éventuellement donner naissance à une grande nation balkanique. Il n'y a pas de religion commune et de langue commune¹, mais l'absence de ces deux critères n'a pas empêché la création d'une nation comme le Royaume-Uni. Par contre, la notion d'un destin commun brandi lors de la première guerre balkanique a volé en éclat lors de la seconde guerre balkanique pour ne plus jamais reparaître. Mais les grandes puissances étaient-elles prêtes à accepter la création d'une grande nation regroupant tous les états des Balkans ? Leur choix a été de favoriser la création de petits états centrés autour de chaque peuple, et dotés d'un roi importé de l'extérieur. On voit dès lors clairement chez les états balkaniques une volonté de complaire aux grandes puissances en présentant à la table des négociations des états ethniquement homogènes. Lors des guerres de 1912 et 1913, des cartes ethnographiques de la Macédoine sont établies pour déterminer le partage le plus « juste » des territoires conquis entre les belligérants². Certes ce critère sera complètement ignoré lors de la conférence de Berlin au profit d'une pure logique d'équilibre entre « états-clients », mais les états de la Ligue des Balkans ne seront de toutes façons pas conviés à ces négociations.

Ce souci de présenter à la communauté internationale des états ethniquement homogènes pour justifier de prétentions territoriales se retrouvera intact lors des guerres de Croatie et de Bosnie. Lors de la guerre du Kosovo, Milosevic mettra d'abord en avant des arguments juridiques, mais uniquement parce que l'argument ethnographique est en sa défaveur. Sa politique de « serbification » du Kosovo, outre sa dimension populiste, s'inscrit dans la perspective du jour où la Serbie devra justifier de la conservation de tout ou partie du Kosovo. Cette politique sera d'ailleurs intensifiée au moment de la guerre, culminant par l'exode des albanais assortie de la confiscation de leurs papiers d'identité, mesure destinée à rendre tout décompte de la situation ante impossible. Mais peut-on s'en étonner lorsque le discours tenu pour justifier l'indépendance du Kosovo - ou son rattachement à l'Albanie - n'avance par ailleurs que des arguments ethniques. Certes la communauté internationale ne cautionne pas ouvertement de tels discours, mais sa responsabilité n'en est pas moins engagée. Tout d'abord elle n'a jamais manifesté la volonté de préserver les frontières établies, comme elle le fait en Afrique. Mais surtout, en demandant des élections libres dans des états où les partis politiques en présence sont des partis se réclamant d'une ethnie et où aucune garantie de préservation des droits des minorités n'est exigée du parti au pouvoir, elle a indirectement incité à la « purification ethnique ». C'est ainsi que des dirigeants nationalistes ont pu croire jusqu'à l'absurde qu'il était admissible de déplacer des populations pour obtenir une plus grande légitimité à la table des négociations, comme si la lutte contre le Nazisme qui s'est déroulée sur le sol européen n'avait jamais eu lieu.

¹ La notion de langue commune devient encore plus illusoire quand les serbes et les croates eux-mêmes s'acharnent à nier l'existence du serbo-croate.

² Voir annexe des cartes

3. Une barbarie moderne

La violence particulière des guerres balkaniques a été occultée par le premier conflit mondial, mais elle présente pourtant des caractères nouveaux. Certains de ces caractères sont propres à la géopolitique des Balkans et se retrouveront donc dans les conflits qui agiteront la région après la chute de la Yougoslavie.

L'une des caractéristiques des guerres balkaniques qui n'a rien à voir avec la région est l'intensité des opérations militaires. Avec des armées de plus de 500 000 hommes et des pertes s'élevant à plusieurs dizaines de milliers d'hommes, les engagements de la Première Guerre Balkanique dépassent en violence ceux de la Guerre de Sécession et sont véritablement annonciateurs de ceux de la Première Guerre Mondiale. Pourtant ce fait sera totalement ignoré par les observateurs militaires de l'époque. La défaite aussi rapide qu'inattendue des Turcs est attribuée à l'infériorité intrinsèque d'une nation encore médiévale face à de jeunes nations modernes, et occidentales de surcroît. La montée en puissance de la Turquie qui parvient à bloquer l'armée bulgare et à reprendre l'avantage lors de la deuxième guerre balkanique est ignorée. Il s'agit pourtant d'une preuve qu'une nation n'est pas abattue par les premières défaites. Elle peut puiser dans sa propre population des moyens de prolonger une guerre aussi longtemps que nécessaire. C'est ainsi que les guerres balkaniques sont véritablement le premier conflit moderne sur le continent européen. Un conflit où des nations sont prêtes à s'engager dans une guerre totale. Ce n'est que l'intervention des grandes puissances qui empêchera cette volonté de montée aux extrêmes d'atteindre son paroxysme.

Par contre, une caractéristique propre des conflits balkaniques apparaît dans les déplacements massifs de population. Les premières pratiques assimilables à un nettoyage ethnique sont le fait de l'Empire austro-hongrois au XVIIIème siècle, contre les populations musulmanes lors de la reconquête de la Hongrie, de la Slavonie et de la Dalmatie, avec l'approbation de l'Eglise catholique. Nous avons déjà explicité en quoi les populations constituaient un enjeu majeur pour les belligérants. Mais la manière de déplacer les populations par l'usage de la terreur est symptomatique de tous les conflits balkaniques, y compris les plus récents. Le procédé est hélas très simple : quelques massacres aveugles ciblant une communauté donnée, et celle-ci va immédiatement chercher à fuir la région. Il n'y a pas vraiment de recherche d'un effet militaire dans cette pratique, ni d'obtenir une capitulation ou même de priver l'adversaire de combattants - c'est d'ailleurs souvent l'effet inverse qui est obtenu. Il s'agit uniquement de faire partir les indésirables, en espérant peut-être qu'ils s'établiront ensuite au sein de leur ethnie d'origine pour ne plus jamais revenir. Mais les résultats obtenus ne s'arrêtent pas là. Avec l'imbrication des communautés héritée de l'Empire Ottoman, les minorités affiliées à l'agresseur qui se trouvent sur les territoires de la communauté agressée deviennent automatiquement les victimes de représailles. Cela peut permettre de justifier des opérations militaires pour venir en aide à ses propres minorités, mais aussi de procéder plus cyniquement à un regroupement des ethnies conformément à un projet politique de « grandisme ». S'il n'est pas certain que les gouvernements de 1912-1913 aient planifié aussi loin, il ne fait pas de doute que la politique de Milosevic vis à vis des Serbes de Croatie et de Bosnie relève de ce calcul cynique. Tous les gouvernants de la région ont cherché à chasser les minorités indésirables sans se préoccuper des conséquences que cela

allait entraîner pour leur frères minoritaires, quand ils ne cherchaient pas à en tirer un profit politique et diplomatique. Mais considérer des exactions comme un mode normal de faire la guerre n'est pas sans risque. Non seulement ces exactions font naître et entretiennent des haines inextinguibles entre communautés - celles dues aux guerres balkaniques perdurent encore – mais ceux qui les mettent en pratique sont forcément en dehors des coutumes de la guerre et plus largement de toute légalité. Il n'est alors pas surprenant qu'ils dépassent les objectifs des gouvernements qui les commanditent et qu'ils deviennent incontrôlables.

L'intervention de milices est en effet une autres des caractéristiques des conflits dans les Balkans. Dès les guerres balkaniques, ce sont des forces paramilitaires qui seront chargées de mener les exactions contre les communautés indésirables. La région a une longue tradition de bandes armées, passant du statut de brigands à celui de mercenaires selon les circonstances. La Deuxième Guerre Mondiale avec ses opérations de partisans ne fera que perpétuer cette tradition. Le concept de défense développé dans la Yougoslavie de Tito fait de chaque citoyen un partisan en puissance, terreau particulièrement fertile pour l'apparition de milices. L'armée de la fédération yougoslave ne tardera pas à faire appel à des forces paramilitaires en Croatie et en Bosnie, avec même une hypocrisie machiavélique puisque l'armée interviendra aussi bien pour réprimer les exactions contre les serbes, que sous le prétexte de réprimer les exactions des milices serbes qu'elle aura pourtant elle-même encouragées. Des facteurs techniques viendront encourager cette propension à utiliser des milices. En effet, l'ancienne armée de la fédération était la seule à disposer d'artillerie lourde, alors même que ses soldats appelés n'étaient pas très motivés par la perspective de mourir pour leurs « frères » serbes des Krajina. Il était alors militairement plus efficace de faire appel aux milices et de se contenter de bombarder aveuglément les populations civiles, comme ce sera le cas dès le début du conflit à Vukovar. Mais les autres belligérants feront aussi très largement appel aux milices, non seulement parce qu'ils ne disposaient pas à l'origine de forces régulières, mais aussi parce qu'ils avaient une longue tradition de troupes irrégulières. L'UCK, dont les membres peuvent aussi bien être qualifiés de patriotes que de maffieux, ne diffère pas des bandes armées kosovares qui se constitueront lors de l'invasion serbe de 1912 et qui harcèleront les armées serbes lors de leur retraite à travers les montagnes en 1915.

Une dernière particularité enfin est la pratique des négociations au son du canon. Alors que la première guerre balkanique est terminée pour les armées régulières, deux armées turques sont encore assiégées et mènent seules leurs propres négociations pour leur survie. Il est vrai que les généraux turcs en Albanie manifestaient une grande indépendance vis-à-vis d'un pouvoir aussi faible que lointain. Mais plus généralement, les accords n'ont jamais eu une très grande valeur dans les Balkans tant qu'ils n'étaient pas soutenus par la pression des grandes puissances. Il n'y a jamais eu une tradition militaire forte faisant de l'obéissance au pouvoir légitime une vertu. Dans les états balkaniques, l'armée a souvent représenté le seul pouvoir stable, et des dirigeants perçus comme trop faibles ont été renversés par la force. Même au sein de la Yougoslavie, l'armée fédérale sera d'abord loyale à la Serbie plutôt qu'à l'autorité légitime de la Fédération, et ce jusqu'à ce que cette autorité se retrouve finalement aux mains de Milosevic. D'un autre côté, le président croate Tudjman sera longtemps persuadé qu'avoir été l'un des généraux de Tito lui conférait une autorité particulière sur les forces armées. Il ne s'agit pas là

non plus d'une attitude qui dénote d'une perception très légaliste de l'obéissance des forces armées. Avec la multiplication des milices et l'absence d'armées régulières croate ou bosniaque, il n'est donc pas surprenant de constater qu'aucun cessez-le-feu n'ait jamais été respecté par l'ensemble des protagonistes.

4. L'influence de pouvoirs non-étatiques

Un dernier facteur commun qui a pourtant beaucoup surpris lors des guerres de Croatie et de Bosnie est l'implication de pouvoirs non-étatiques dans le conflit. Après une longue période de guerre froide où tous les intervenants étaient subordonnés à l'une des deux super-puissances, un tel étonnement n'est pas surprenant. Mais c'était oublier un peu vite les leçons de l'histoire, puisque les deux guerres balkaniques ont elles aussi été caractérisées par une influence importante de pouvoirs non-étatiques.

Le premier de ces pouvoirs est celui de la religion. Dans l'Empire Ottoman, l'institution du Millet faisait des dignitaires religieux les représentants de leur communauté. C'est pour les orthodoxes que cette pratique est la plus marquée, puisqu'il n'existe pas une autorité centrale unique. L'implication des popes dans le nationalisme serbes et bulgares est flagrante lors des guerres balkaniques. Il en va de même de leur silence, voire de leur accord tacite, lors des exactions pratiquées de tous cotés en Croatie, en Bosnie et au Kosovo.

Un autre pouvoir est celui des sociétés secrètes. Il se manifeste d'abord dès le XVIII^{ème} siècle en Grèce, où des réseaux pan-helléniques prolifèrent et se répandent aussi bien dans les capitales européennes que dans les régions encore sous le joug ottoman. Il y a en effet une conjonction entre l'organisation de l'Empire Ottoman, avec des conspirations de palais permanentes et une influence importante des dignitaires grecs dans l'administration, et l'aspiration de libération nationale du peuple grec. Affaiblir la puissance turque de l'intérieur en jouant sur ses divisions internes est alors une alternative séduisante à une confrontation armée perdue d'avance. La pratique des sociétés secrètes et des conspirations politiques se propage progressivement dans tous les Balkans, la plus importante de ces sociétés étant la « Main Noire » en Serbie. La Main Noire parviendra à établir un véritable gouvernement parallèle lors de l'occupation du Kosovo en 1912. Il y a dans l'apparition de ces sociétés secrètes un aspect de relations publiques qui n'est pas à négliger dans une période où la Franc-Maçonnerie est à son apogée. L'élite intellectuelle des capitales européennes se laissera facilement éblouir par l'attrait romantique de ces mystérieuses organisations. Un épais voile de mystère cachant souvent de sordides machinations où l'intérêt personnel l'emporte largement sur le patriotisme. Même s'il n'est pas possible d'établir un parallèle direct entre une société secrète et le « gouvernement clandestin du Kosovo », la fascination qu'a pu exercer un Rugova relève elle aussi d'un certain irrationnel, d'une volonté d'imaginer la réalité comme plus romantique qu'elle ne l'est réellement. Il est assez paradoxal de voir les intellectuels européens se féliciter sans retenue de l'organisation d'élections clandestines, alors que ces élections ne présentent qu'un unique candidat !

Nous touchons ici du doigt le troisième acteur non-gouvernemental des crises balkaniques : une opinion publique internationale formée par des préjugés. Depuis Baudelaire et le miroir déformant du romantisme, la perception de la géopolitique des Balkans est essentiellement fantasmée. La guerre du Kosovo n'est pas la première crise balkanique où seront désignées un oppresseur chargé de tous les torts et un opprimé à qui tout sera pardonné. Dès la Première Guerre Balkanique, les exactions prêtées aux Turcs seront amplifiées et exagérées. On ne compte plus les récits de soldats turcs lançant en l'air des bébés pour les empaler sur leur baïonnette. Bien sûr, aucun de ces récits n'est le fait d'un témoignage direct. On imagine d'ailleurs mal le témoin échappant à la vindicte d'une soldatesque pratiquant de si barbares divertissements. Le « bobard » de la baïonnette fera recette puis qu'il sera attribué dès 1914 aux allemands en Belgique. Bien sûr, il est avéré que les Turcs ont pratiqué des exactions pendant les guerres balkaniques, mais tous les belligérants s'en sont rendu coupables. L'envoi d'une mission de la commission Carnegie établira un rapport des exactions qui souligne bien la responsabilité de tous les états du conflit. Pourtant, ce rapport sera sans conséquence sur le préjugé favorable dont bénéficieront les états balkaniques. Pendant les guerres de Croatie, de Bosnie et du Kosovo, la même propension à analyser les événements en fonction de ses propres préjugés se retrouvera à l'identique, le biais de l'opinion devenant de plus en plus défavorable à la Serbie. On peut ainsi lire dans l'ouvrage de Laurent Joffrin « la Guerre du Droit » : « les observateurs de l'OSCE font le compte sinistre des opérations menées par l'UCK et des exactions répressives de la police et de l'armée yougoslave ». Le choix des mots est loin d'être anodin, surtout si on l'imagine transposé en Irlande ou en Palestine.

B. Au delà des similitudes

Il est bien sûr très séduisant d'imaginer que l'on peut tirer de l'étude de l'histoire tous les enseignements nécessaires à la compréhension du présent. Mais ce serait négliger le caractère dynamique de la géopolitique. Il importe donc de discerner ce que la situation actuelle peut avoir de novateur par rapport au contexte des guerres balkaniques.

1. Des acteurs étatiques locaux plus faibles

Faire des républiques de l'ex-Fédération Yougoslave les descendants en droite ligne des états de la Ligue Balkanique serait une grave erreur. Les états auxquels nous avons affaire sont des états plus faibles, dénués d'une grande partie des pouvoirs qui fondent la souveraineté d'un état, et bénéficiant d'un soutien populaire beaucoup moins assuré. En 1912, la Serbie, la Bulgarie et le Montenegro sont des monarchies autoritaires, s'appuyant sur une armée forte et une aspiration populaire de lutte contre les Turcs. En 1990, la Serbie, la Croatie et la Bosnie ne sont que les débris d'une Fédération à la dérive.

Les forces militaires des différents protagonistes des crises récentes sont beaucoup moins fiables, souvent indépendantes pour ne pas dire incontrôlables. Même la Serbie qui a pu récupérer le contrôle de l'armée fédérale est dépendante des milices pour mener une partie importante de ses opérations. La situation des Croates et des Bosniaques est similaire, tandis que les Albanais du Kosovo disposeront d'une armée – l'UCK – n'entretenant aucun rapport de subordination avec les leaders de son gouvernement clandestin.

Mais la faiblesse des gouvernements n'est pas seulement militaire, elle est aussi juridique. Les positions de la Serbie et du Montenegro sont très ambiguës. Tant que la fiction de la Fédération Yougoslave était maintenue, ces deux républiques avaient pu obtenir la direction de fait des institutions, grâce aux voix du Kosovo et de la Voïvodine qui se rajoutaient à celles de la Serbie. Cette politique de mainmise ayant finalement fait éclater la Fédération, l'échafaudage légal justifiant le pouvoir de Milosevic est devenu particulièrement instable : la République Fédérale de Yougoslavie se compose de la République de Serbie et de la République du Monténégro ; la République de Serbie comprend deux provinces autonomes, la Voïvodine et le Kosovo. On voit que cette construction juridique n'établit qu'un lien très ténu avec la Yougoslavie de Tito. Pour ce qui est de la Croatie et la Bosnie, elles ont été internationalement reconnues, mais là encore la légitimité des gouvernants actuels est encore loin de remplir toutes les conditions de démocratie et de légalité. Quant au Kosovo, il est virtuellement dans un vide juridique, et ce n'est pas l'incapacité des Albanais à constituer un gouvernement qui l'aidera à en sortir.

Nous avons donc affaire à des gouvernants au pire faibles, au mieux contestés. Dès lors, ils seront poussés à la démagogie et à la surenchère dès les

premières crises. La Première Guerre Balkanique était une opération de grande envergure, s'appuyant sur des mois de négociations secrètes ainsi qu'une diplomatie active et efficace vis à vis des grandes puissances, et qui aboutira à une victoire rapide et totale de la Ligue. Rien de tel ne se produira après l'éclatement de la Fédération. Les conflits ressembleront à la Deuxième Guerre Balkanique : des opérations brutales et sans vision à long terme, conduites par des gouvernements sous la menace de leurs opinions publiques et acculés à risquer le tout pour le tout. Paradoxalement, Milosevic n'aura bénéficié d'une maîtrise totale de son pays, avec le contrôle de l'armée et le soutien de la population, qu'au cours de la guerre du Kosovo.

2. une communauté internationale plus stable et interventionniste

En plus de la faiblesse des acteurs locaux, la communauté internationale des années 1990 est bien différente de celle des années 1910. Sans être militairement plus puissante – les grandes nations européennes disposaient d'armées bien plus nombreuses – elle est moins divisée, et dispose même d'un leader avec les Etats-Unis.

Il n'est pas besoin d'explicitier en quoi les relations entre les grands pays européens ont été modifiées depuis 1912. En l'absence de tensions ouvertes entre nations, la résolution des crises ne passe plus par l'équilibre des intérêts. Même si des considérations économiques ou linguistiques ont pu motiver quelques prises de position, aucune nation ne cherche à s'opposer directement aux intérêts d'une autre. Une fois que la communauté internationale a atteint une position commune, celle-ci ne sera jamais vraiment remise en cause. Malgré ses liens avec les anciens pays communistes, la Russie participera elle aussi au consensus général, d'autant plus que les pays européens souhaitent absolument la ménager. Il faudra une intervention plus directe des Etats-Unis pour qu'une certaine crispation se manifeste dans l'attitude des dirigeants russes, culminant avec la prise de contrôle unilatérale de l'aéroport de Pristina.

Cependant, c'est l'existence d'une grande puissance mondiale – en l'occurrence les Etats-Unis – qui constitue une donnée fondamentale de la nouvelle donne géopolitique des crises balkaniques. Il ne s'agit plus alors de courtiser telle ou telle grande puissance pour en obtenir le soutien. Les acteurs locaux cherchent d'abord à provoquer ou à retarder l'intervention américaine, en jouant sur des ressorts essentiellement émotionnels et médiatiques. Si le procédé de séduction des opinions est similaire à ceux des années 1912-1913, sa cible est bien différente. L'opinion publique internationale, façonnée par les grands médias américains, sera bien plus sensible aux références évoquant la Deuxième Guerre Mondiale et la guerre froide, qu'à celles remontant à une Première Guerre Mondiale largement méconnue. Dans le jeu des comparaisons, Milosevic incarnera simultanément l'apparatchik communiste et le nouvel Hitler. Toutefois, il faut se garder d'attribuer aux dirigeants américains une trop grande croyance dans leur propre propagande. L'intervention de Washington a été souhaitée dès le début par les capitales européennes, et une fois engagée, elle a été menée jusqu'à son terme. En tout cas, elle a été menée jusqu'au terme que les Etats-Unis ont voulu lui donner. Nous

sommes donc bien éloignés des solutions de compromis de 1913, ce qui ne signifie pas que la solution américaine soit forcément meilleure.

Mais rien de tout cela n'aurait été possible sans une capacité d'intervention militaire plus importante. Les grandes puissances de 1913 disposaient d'une capacité d'intervention militaire très dissuasive : les armées russes avaient déjà menacé directement Constantinople, les Franco-Britannique avaient déjà pris Sébastopol, et les flottes occidentales pouvaient couler n'importe quelle marine de la zone. Mais cette capacité d'intervention était limitée techniquement par les délais de déplacement, mais surtout diplomatiquement par le jeu des alliances. C'est d'ailleurs une tentative d'intervention autrichienne en Serbie qui précipitera la Première Guerre Mondiale. La situation en Europe après l'éclatement du Pacte de Varsovie est, là encore, bien différente. L'OTAN ayant fait évoluer le champ de ses missions vers des interventions d'imposition de la paix, les nations européennes sous la conduite américaine disposaient d'un outil militaire plus que suffisant. Une fois le préalable du soutien américain acquis, l'imposition d'une solution par la force n'était plus qu'une question de temps. La doctrine du « zéro morts » a pu retarder le processus, mais penser que l'OTAN pouvait essuyer une défaite relevait dès le début d'une grave erreur d'appréciation.

Nous avons donc face à des acteurs locaux plus faibles et finalement plus irrationnels dans leur diplomatie, une communauté internationale plus unie malgré les apparences, et disposant d'un appareil militaire d'une puissance sans précédent. L'imposition d'un règlement par une intervention militaire massive apparaît alors comme le dénouement inévitable d'une telle situation. D'autant plus que l'opinion publique internationale ne pouvait tolérer longtemps une absence de solution.

3. Une morale internationale plus exigeante

Nous ne pouvons pas ignorer le poids de l'exigence morale des opinions publiques dans la résolution des crises de Croatie, de Bosnie et du Kosovo. Le lecteur des gazettes de 1912 peut être horrifié ou galvanisé par les récits des correspondants de guerre, mais ces événements restent lointains et vus à travers le prisme de la fierté nationale. On soutient la Grèce, berceau de la civilisation, et on abhorre la Turquie, source de toutes les barbaries. La perception du spectateur des années 90 est toute différente – spectateur car l'opinion se forge d'abord par les images – et ne se fonde pas immédiatement sur des références historiques et culturelles. La grille de lecture est bien plus simple : toute victime est dans son bon droit et tout bourreau est dans son tort. On peut évidemment déplorer la simplicité d'une telle analyse géopolitique, qui ouvre la porte à toutes les manipulations et provocations, comme le bombardement du marché de Sarajevo³. On peut aussi déplorer la facilité avec laquelle les victimes sont oubliées quand elles disparaissent des écrans. Mais force est de constater que pour imparfaite quelle soit, cette exigence morale a fini par contraindre les belligérants à la paix.

³ Les obus attribués aux serbes auraient été tirés depuis une zone qu'ils ne contrôlaient pas

La prise en compte de cette exigence morale s'explique par une présence accrue de l'opinion publique. Non seulement les images et les informations arrivent presque immédiatement, mais les réactions sont aussi plus rapidement exprimées, mesurées par sondages et diffusées en boucle, jusqu'à aboutir à une sorte « d'opinion mondiale » que certains qualifient de pensée unique. Des gouvernements démocratiques peuvent difficilement ignorer l'influence de cette opinion sur de futures élections, un souci que n'avaient pas tous les gouvernements de 1912.

Il est aussi inimaginable après le traumatisme de la Deuxième Guerre Mondiale d'accepter l'idée de déplacements de population et la notion de « purification ethnique », assez proche de celle de génocide pour susciter la répulsion immédiate. Dans une période où la puissance de l'Etat est contestée et où chacun souhaite pouvoir s'installer, vivre et travailler où il l'entend, l'idée qu'un dirigeant quelconque puisse d'un trait de plume retracer les frontières et modeler les peuples est inconcevable. Il y a là un profond décalage entre la « boussole morale » des dirigeants des Balkans et celle des citoyens des grandes démocraties occidentales. Ce sont pourtant les valeurs de ces derniers qui finiront par avoir raison.

Cette « victoire » de la morale occidentale n'a pas été obtenue facilement. Comme nous l'avons vu, les gouvernements occidentaux disposaient de la capacité d'intervenir dès le début de la crise, mais ils n'en avaient pas la motivation. Il a fallu un long processus pour que les opinions publiques se cristallisent sur des exigences qui finiront par s'imposer aux gouvernements. L'existence d'organisations non gouvernementales (ONG) plus présentes et plus influentes a contribué à ce processus. Présentes dès le début des crises grâce à une logistique plus efficace et pouvant rapporter des images et des témoignages, les ONG des années 1990 ont eu un rôle bien plus important que celles des années 1913. Le travail de la commission Carnegie, bien que complet et détaillé, n'a été effectué qu'après les événements et a d'ailleurs été oublié dans la tourmente de 1914.

Conclusion

L'étude des deux guerres balkaniques de 1912 et 1913 ne donne pas une vision prophétique de l'avenir des Balkans. Les différences que nous avons pu mettre en évidence sont plus éclairantes sur la situation actuelle que les similitudes. C'est donc pour mieux comprendre l'univers mental des Balkans que cette mise en perspective doit être abordée. Il est indéniable que les comportements observés au début du siècle dernier se sont retrouvés reproduits, souvent à l'identique, presque quatre générations après. Il est dommage qu'une méconnaissance de l'histoire ait aussi amené les mêmes aveuglements à se reproduire, avec les mêmes conséquences tragiques.

S'il faut faire une synthèse des enseignements retirés de l'étude du parallèle entre les guerres balkaniques et les guerres qui ont suivi l'éclatement de la Yougoslavie, on doit constater un renversement des rôles et des forces entre les gouvernants locaux et les opinions publiques occidentales.

En 1912, les gouvernants balkaniques ont menés une politique délibérée, souvent cynique, en jouant sur les divisions des grandes puissances. Celles-ci, peu soucieuses de morale, menaient une politique d'intérêts stratégiques avec le soutien d'opinions publiques qui s'enflammaient facilement pour une cause nationale.

Dès 1990, les gouvernants balkaniques ont menés une politique de surenchère mal maîtrisée, échouant le plus souvent dans leur but de guerre et suscitant rapidement une intervention de la communauté internationale. Cette intervention s'est constamment renforcée, dans sa détermination comme dans ses moyens, sous la pression d'une opinion publique internationale qui définissait progressivement une notion de « morale internationale ». Cette morale trouvant son incarnation, encore imparfaite mais bien réelle, dans la création du TPI.

Cartes

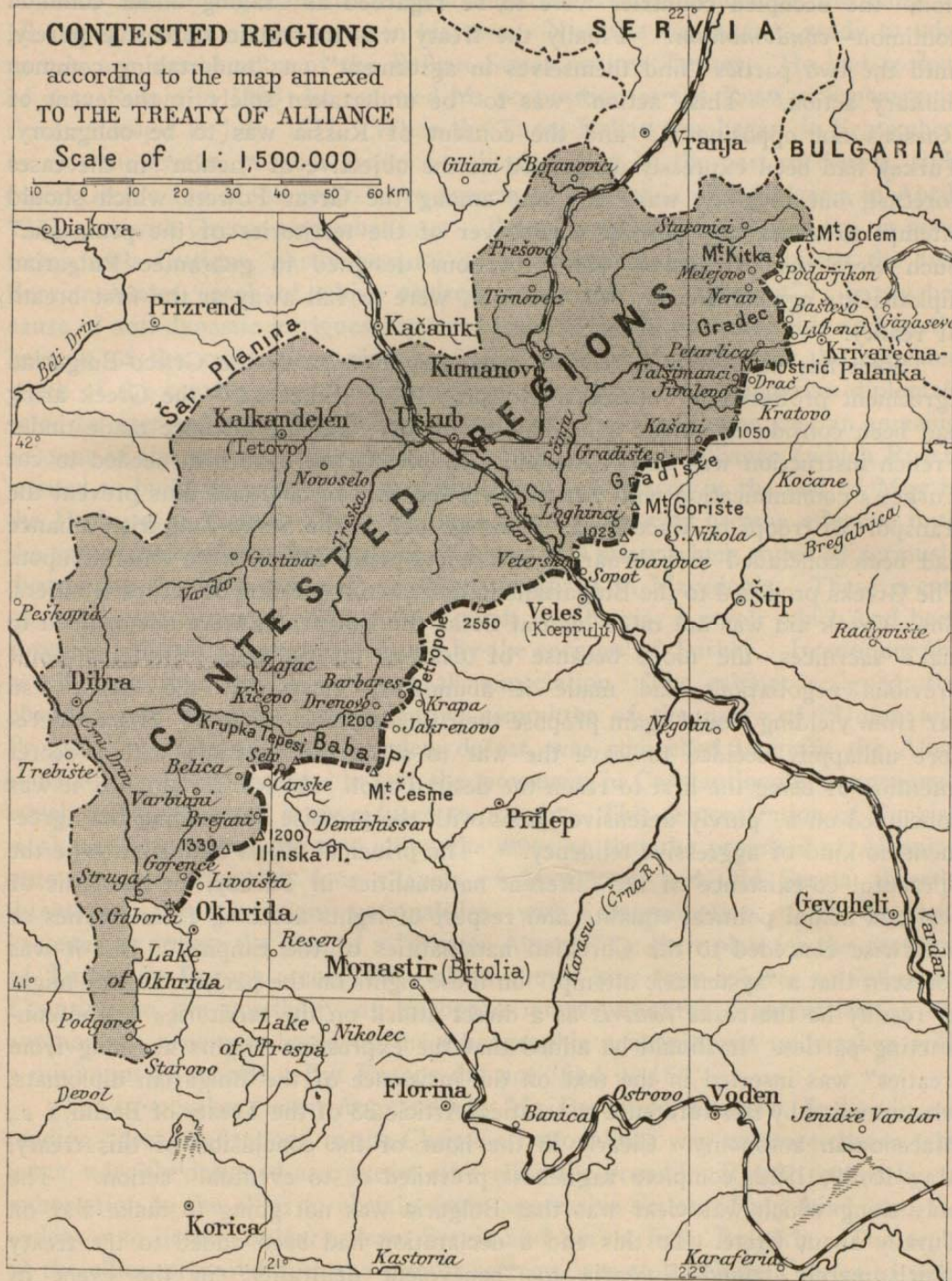
Balkans 1912



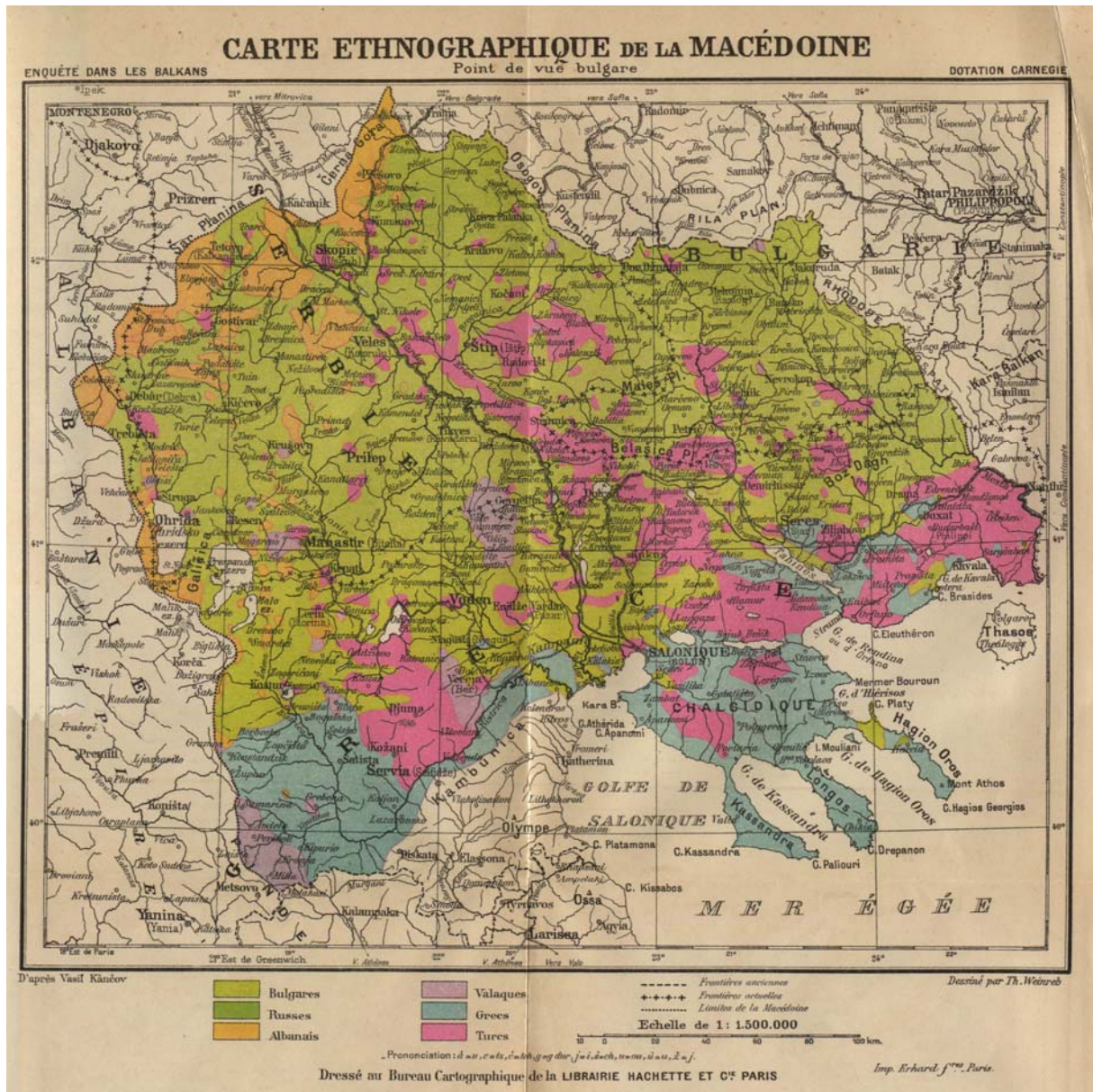
Balkans 1913



Zones contestées



Ethnies en Macédoine, point de vue bulgare



Ethnies en Macédoine, point de vue serbe



Situation à la fin du conflit



Bibliographie

Ouvrages évoquant les guerres balkaniques

(il n'existe pas d'ouvrage de référence traitant exclusivement de ce sujet)

- « **Les Balkans** » - Paul GARDE – 1994 – Flammarion – Collection Dominos.
- « **Histoire des Balkans** » - Georges CASTELLAN – 1999 – Fayard
- « **The Balkans** » - Misha GLENNY – 1999 – Granta Books London
- « **The Balkans** » - Mark MAZOVER – 2000 – Phoenix Press
- « **Kosovo, a short history** » - Noel MALCOM – 1998 – McMillan Publishers
- « **Diplomatie européenne, Nations et impérialismes, 1871-1914** » - René GIRAULT – 1995 – MASSON / ARMAND COLIN
- « **Interventions européennes dans les Balkans entre 1815 et 1914** » - mémoire du capitaine de corvette STOSSKOPF – 2001 - CID

Les guerres de Croatie et de Bosnie

- « **Bosnie, anatomie d'un conflit** » -X. BOUGAREL – 1996 - La Découverte
- « **Vie et mort de la Yougoslavie** » - Paul GARDE – décembre 1999 – Fayard
- « **Les Balkans, paysage après la bataille** » - direction Jacques RUPNIK – Editions Complexe – 1996
- « **The Fall of Yugoslavia** » - Misha GLENNY – 1992 - Penguin books
- « **Yougoslavie, suicide d'une nation** » - Laurent JOFFRIN – 1999 – Editions Mille et Une Nuits
- « **Kosovo, la guerre du droit** » - Ibidem

Table des matières

INTRODUCTION	3
I. RAPPELS HISTORIQUES	4
A. Contexte	4
1. La déliquescence de l'Empire Ottoman	4
2. L'influence des grandes puissances	6
3. Les aspirations des nouveaux états balkaniques	8
B. Le déroulement du conflit	10
1. Déclenchement des hostilités	10
2. Opérations en Macédoine	10
3. Opérations en Thrace	12
C. Les conséquences du conflit	14
1. La conférence de Londres	14
2. La deuxième guerre Balkanique	16
3. La Première Guerre Mondiale	18
II. PARALLELES AVEC LES CONFLITS POSTERIEURS A L'ECLATEMENT DE LA YOUGOSLAVIE	19
A. Les points communs	19
1. La méprise réciproque sur les motivations des protagonistes	19
2. Les populations comme enjeu	21
3. Une barbarie moderne	23
4. L'influence de pouvoirs non-étatiques	25
B. Au delà des similitudes	27
1. Des acteurs étatiques locaux plus faibles	27
2. une communauté internationale plus stable et interventionniste	28
3. Une morale internationale plus exigeante	29
CONCLUSION	31
CARTES	32
Balkans 1912	32
Aspirations des pays balkaniques	33
Balkans 1913	34
Zones contestées	35
Ethnies en Macédoine, point de vue bulgare	36
Ethnies en Macédoine, point de vue serbe	37
Situation à la fin du conflit	38
BIBLIOGRAPHIE	39

